

L'Europe s'active en Slovénie

Depuis le 1er janvier 2008, la Slovénie assume la présidence semestrielle du Conseil de l'Union européenne. C'est la première – et pour l'heure la seule – république de l'ancienne Yougoslavie à être membre de l'Union européenne et c'est le premier des nouveaux Etats membres à tenir les rênes de l'Union. Ljubljana entend s'engager à accélérer le processus d'adhésion de toutes les anciennes républiques yougoslaves. Rappel d'une parole donnée: lors du Sommet de Thessalonique (juin 2003), l'Union avait promis l'intégration aux Etats de la région. Le sens des responsabilités n'exclut pas une parfaite maîtrise du dossier: mieux que d'autres, la Slovénie connaît ces pays. Il lui revient donc tout naturellement de jouer le rôle de passeur et convaincre ceux qui, fatigués de l'élargissement, s'opposent à la création d'une Union consolidée et cohérente.

La Croatie, la Macédoine (FYROM), le Monténégro, l'Albanie et la Bosnie-et-Herzégovine sont des candidats dont l'intégration européenne ne doit pas souffrir de l'épineuse question du Kosovo. Pour mémoire: le «désir d'Europe», et donc l'adhésion, reste la principale incitation à moderniser et, surtout, à réformer en profondeur ces pays. Pour l'Union, cela équivaudrait à intégrer un pays de la taille de la Roumanie – une paille pour un retour sur investissement considérable en termes de stabilité et de sécurité. Cinquante ans après l'entrée en vigueur du Traité de Rome il s'agit de consolider l'Union en menant à terme le processus d'élargissement. D'où la nécessité de retrouver l'élan européen qui présida dans les années 70 et 80 à l'intégration de pays eux aussi marqués par des dictatures



CHRISTOPHE SOLIOZ

SECÉTAIRE GÉNÉRAL DU CENTER
FOR EUROPEAN INTEGRATION
STRATEGIES (CEIS)

et/ou instabilités politiques: la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Qui, aujourd'hui, remettrait en question ces adhésions qui ont contribué tant à l'essor de ces pays qu'à celui de l'Union? Il importe de retrouver le courage politique des pères fondateurs de l'Europe pour remettre en marche le projet européen. Il y a les sujets qui fâchent. La Serbie est, bien entendu, elle aussi candidate à l'adhésion; d'autant qu'elle remplit les conditions techniques d'adhésion. Le volet politique est évidemment beaucoup plus problématique: le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) attend toujours que la Serbie lui livre notamment

«Ljubljana entend s'engager à accélérer le processus d'adhésion de toutes les anciennes républiques yougoslaves»

le général Ratko Mladic – sans domicile fixe depuis 12 ans, mais fréquemment vu à Belgrade et en province. Si les Droits humains sont aujourd'hui moins à la mode que la mondialisation et l'écologie, il convient de rappeler que ce changement de paradigme ne peut faire l'économie de la durabilité du droit et de la justice. L'Europe, c'est aussi et surtout cela.

Il faut évidemment beaucoup de courage politique à Belgrade pour lâcher le Kosovo. L'intégration européenne de la Serbie et du Kosovo devrait faciliter cette rupture en offrant la perspective de régionalisation de l'ancienne province autonome du Kosovo. Plutôt que d'être rattaché à Belgrade, ce qui est depuis 1999 inimaginable, le Kosovo serait virtuellement indépendant mais sous contrôle de l'Union européenne. Après tout, les enragés de Belgrade pourraient se consoler de voir le Kosovo passer d'une dépendance à une autre; après Belgrade, Pristina aurait des comptes à rendre à Bruxelles. Le sacrifice d'un mythe politique illusoire entraînerait une économie de taille.

L'effet domino? Milan Kucan, ancien président de la Slovénie, faisait-il y a peu (dans un texte publié dans *Conflict and Renewal: Europe Transformed*) la proposition d'une conférence régionale dont l'objectif serait d'aborder toutes les questions encore en souffrance dans l'espace post-yougoslave. La politique européenne a opté pour la technique du saucissonnage. Il serait temps d'entendre les sages de la région et de faire le choix d'une approche régionale cohérente dans le cadre d'une intégration européenne devenue enfin réalité.

Christophe Solioz vient de publier avec Hannes Swoboda «Conflict and Renewal: Europe Transformed» (Nomos, 2007).